

La catastrophe climatique comme source de profit : « les firmes de Wall Street investissent dans les businesses qui tireront profit du fait que la planète devient plus chaude »

vendredi 10 janvier 2014, par [TANURO Daniel](#) (Date de rédaction antérieure : 1er janvier 2014).

Ministres et bureaucrates ont quitté la conférence de Varsovie sur le climat en se félicitant d'avoir progressé vers un accord mondial. En réalité, ils n'ont rien résolu du tout. Le sommet a certes précisé le mécanisme REDD+ qui rémunère les propriétaires de forêts pour la protection de celles-ci en tant que puits de carbone (et favorise du coup l'appropriation de la ressource au détriment des populations !). Mais aucun accord ne se dégage sur l'essentiel : la réduction des émissions, le calendrier, ainsi que la répartition de l'effort en fonction des responsabilités et des capacités.

Ce sommet devait être celui du financement de la lutte contre le réchauffement. Echec. Créé en 2009 pour verser dès 2020 et annuellement 100 milliards de dollars au Sud, le « fonds vert » ne contient que 17,5 millions et personne ne sait d'où viendra le reste. Pour « faire quelque chose » face à l'émotion soulevée par le typhon Haiyan, on a décidé un nouveau fonds « *loss and damage* ». Le but est de faire croire que la situation est sous contrôle, alors qu'elle ne l'est pas du tout. Comme l'a dit Sir Nicholas Stern, qui n'est pas un militant écosocialiste : « *Les actions décidées sont tout simplement inadéquates en regard de la gravité de la situation* ».

ONG et syndicats ont quitté la conférence pour dénoncer l'absence de volonté des gouvernements. L'Australie, le Japon et le Canada ont été mis en accusation pour le recul de leurs engagements. La présidence polonaise a été clouée au pilori parce que Varsovie accueillait un congrès mondial du charbon et que le sommet avait pour « partenaires » Mittal, BMW et d'autres pollueurs. Ces critiques du politique sont évidemment justifiées, mais ne vont pas au fond des choses, qui est que le capital des secteurs sales est plus fort que celui des secteurs propres et a le pied sur le frein de la transition écologique.

Début octobre, les patrons des plus grandes entreprises énergétiques européennes exigeaient l'arrêt des subsides aux renouvelables et le feu vert au gaz de schiste. Les capitalistes verts ont fait du lobbying dans l'autre sens, mais leur poids est limité (13% de la demande finale) et leur électricité plus chère. La Table Ronde des Industriels européens a donc appuyé les pollueurs et la Commission a obéi, le petit doigt sur la couture du pantalon.

Le processus est analogue dans tous les pays. Au final, le croisement de la concurrence entre secteurs propres et sales et entre puissances fait qu'on va droit dans le mur. Cette certitude à son tour accélère même le mouvement car le capital financier, jugeant que le désastre devient plus probable que son évitement, investit dans... le désastre. Bloomberg le notait récemment : d'abord intéressés par l'économie verte, les fonds de pension s'en retirent à présent. Commentaire du site patronal : « *Aujourd'hui l'argent intelligent adopte une autre approche : partant de la supposition*

que le changement climatique est inévitable, les firmes de Wall Street investissent dans les businesses qui tireront profit du fait que la planète devient plus chaude ».

Daniel Tanuro

P.-S.

* Paru sous le titre « La rentabilité du désastre » dans Politique, revue de débats, N° 83, janvier-février 2014.